

**Assemblée d'automne de l'Initiative des villes:
Politique sociale du 9.11.2007**

**Ville sociale: quelle signification pour la politique
sociale et de santé publique des cantons?**

**Exposé de Philippe Perrenoud, conseiller d'Etat
(~20')**

Seul le texte prononcé fait foi

1

Au cours de ces dernières semaines et derniers mois, la réalité sociale des villes (notamment à Zurich et à Berne) s'est trouvée réduite aux "abus dans l'aide sociale", notamment comme arguments de choc dans le cadre des élections nationales (ce qui, soit dit en passant, donne à la notion une toute nouvelle signification: les abus dans l'aide sociale deviennent des abus de l'aide sociale comme thème de campagne électorale...). Ainsi, on a parlé de l'aide sociale sur la base de quelques cas particuliers. Et il est vrai d'ailleurs que la pauvreté relève bien d'un problème en premier lieu individuel: derrière les statistiques de l'aide sociale, derrière la nudité des chiffres, il y a des hommes et des femmes qui ont des problèmes, des urgences, des angoisses existentielles, des gens qui vivent parmi nous, qui habitent peut-être dans notre voisinage immédiat, et qui se sentent malgré tout - ou peut-être justement à cause de tout cela - exclus. Ils se sentent exclus parce qu'ils n'ont pas accès à plein de choses qui, pour la majorité d'entre nous, semblent évidentes.

La pauvreté n'est toutefois pas un problème exclusivement individuel, la pauvreté a aussi une signification sociale collective qu'il ne faut pas sous-estimer. Pauvreté et désintégration sociale marginalisent. Pauvreté et désintégration sociale

entraînent la nécessité d'exclure d'autres; elles favorisent aussi le besoin de rejeter des avancées sociales auxquelles on croit ne pas pouvoir participer; et, last but not least, pauvreté et désintégration sociale amenuisent toute disposition à assumer une responsabilité sociale. Autrement dit: pauvreté et désintégration sociale nous concernent tous, car la société est un tout et l'intégration de tous les groupes communautaires est dans l'intérêt de toute la société.

2

Pour moi, il est donc clair: une politique sociale et de santé publique efficace ne peut se réaliser que comme élément d'une politique globale reliée à différents niveaux:

Une politique globale conçue tout d'abord en réseau *horizontal*. La politique sociale et de santé publique est en même temps politique économique, politique éducative ou politique migratoire - des domaines qui s'influencent mutuellement mais qui dépendent aussi l'un de l'autre.

Une politique globale conçue aussi en réseau *vertical*, dans la quelle tous les niveaux institutionnels - Confédération, canton et communes - doivent collaborer de manière coordonnée.

A ce stade, je me dois de constater: une telle politique globale, je commence seulement aujourd'hui à l'envisager. La tendance est très forte à considérer la pauvreté, l'isolement social, la désintégration comme des problèmes qui concernent "les autres", des problèmes qui n'ont rien à voir avec nous compris comme la société en général. Les étrangers ne sont plus que considérés comme des criminels, les jeunes adultes comme des désœuvrés, les chômeurs des gens qui abusent de l'aide sociale, les enfants et les jeunes comme des glandeurs violents qui boivent de l'alcool et fument des joints, et les handicapés comme des faux invalides. Il est encore très difficile de faire admettre

que des situations sociales à problèmes sont de fait des problématiques sociales générales.

Que faire alors? Que pouvons-nous faire, que peuvent faire en particulier les cantons pour favoriser l'idée d'une politique sociale en réseau?

Nous devons objectiver le débat et nous devons sensibiliser.

3

Pour objectiver: Objectiver le débat sur l'aide sociale passe par la communication de messages clairs. Car: nous devons corriger l'image que le grand public se fait de l'aide sociale. Nous devons donner un visage à l'aide sociale: dans le canton de Berne, l'aide sociale accueille surtout des mères qui élèvent seules leurs enfants, et non pas des dealers qui roulent en BMW! Un rapport social auquel travaille actuellement ma Direction doit en l'occurrence contribuer à cet objectif. Mais objectiver signifie pour moi aussi éviter les tabous: oui, il y a des gens qui abusent de l'aide sociale, il y a des gens qui touchent consciemment des prestations de l'aide sociale alors même qu'ils n'y ont pas droit; nous jugeons ces cas, nous luttons là-contre, et cette lutte fait aussi partie du travail quotidien des services sociaux, et ce, avec tout le professionnalisme requis. Ma Direction tente un pas de plus et entend objectiver davantage le débat grâce à un projet-pilote. Le but du projet est de définir et examiner des mesures et des méthodes permettant de reconnaître et de lutter contre les abus. Dans ce cadre, il s'agit d'une part d'analyser les instruments qui existent et qui sont utilisés pour prévenir et détecter les abus; il faut d'autre part étudier dans quelle mesure l'engagement d'inspecteurs sociaux permettrait quelque succès dans la lutte contre les abus. Si l'on veut qu'elles contribuent à objectiver le débat, ces démarches - rapport social, projet-pilote - doivent impérativement s'inscrire dans une stratégie globale, dans une stratégie de communication commune.

4

Pour sensibiliser: L'aide sociale doit être posée dans un contexte social et politique global. Deux aspects me semblent en l'occurrence décisifs:

Le premier aspect est la prévention. Il s'agit en premier lieu d'organiser les conditions-cadres sociales de telle sorte que des familles et des individus intégrés puissent le rester et puissent se développer selon leurs besoins et leurs capacités. Pour les enfants, l'important est d'avoir des relations constructives avec les adultes, d'évoluer dans un espace public plus orienté expérience, plus sûr et exempt de violence, et d'être encouragés dans des écoles intégratrices de bon niveau. Les jeunes ont besoin d'espace libre pour développer leur personnalité. Ils ont parfois aussi besoin de limites claires, mais ils ont surtout besoin d'un soutien fiable en cas de crises et d'une bonne promotion de la santé. Il est essentiel pour eux d'avoir des possibilités de formation suffisantes et des perspectives professionnelles, et il est essentiel que la société leur reconnaisse les performances réalisées. Les adultes, femmes ou hommes, doivent pouvoir concilier profession et famille. Ils ont besoin de places de travail qui assurent leur existence, d'un emploi sûr et offrant des conditions saines, ils ont besoin d'assurances sociales fiables et de prestations de transfert qui les aident à couvrir les frais liés aux enfants.

Le deuxième aspect est l'intégration. En premier lieu l'intégration économique, car le travail rémunéré est comme auparavant un facteur central de l'intégration sociale. Malgré tous les efforts, il est pourtant impossible d'imaginer que notre société complexe, mondialisée et en rapide évolution pourra un jour intégrer économiquement tous ses membres grâce au travail rémunéré. Il y aura toujours une frange de la société qui ne répond pas aux exigences du marché du travail. Il est dès lors décisif que ces personnes trouvent également leur place dans la société, puissent participer à la vie sociale.

5

Comment pouvons-nous faire face à ces défis, comment la Stratégie 2015 de l'Initiative des villes peut-elle devenir réalité? J'en suis convaincu: nous avons besoin d'un pacte d'intégration (social). J'entends par intégration une responsabilité commune, un processus réciproque auquel tous les acteurs sociaux - notamment la politique (tous les niveaux institutionnels) et l'économie - ainsi que chaque individu prennent part. L'idée du pacte d'intégration exprime cet engagement commun (et l'intérêt commun) de contribuer à la cohésion sociale. L'idée du pacte d'intégration exprime aussi la volonté d'aborder les tâches et les problèmes de manière globale et de les résoudre conjointement. Ceci implique d'éliminer les préjugés et de construire des ponts entre les différents acteurs. En bref: créer un climat de confiance dans lequel on peut travailler à des solutions communes. Peut-être réussira-t-on aujourd'hui, dans le cadre de nos débats et de nos échanges, à écrire les premières lignes de ce pacte d'intégration. Je l'espère vivement!

Merci pour votre attention.